

TOURNONS LA PAGE

Les aspects positifs de la personnalité de Félix Houphouët-Boigny ont été suffisamment encensés pour qu'on n'ait pas besoin d'en rajouter. On lui fera crédit d'avoir longtemps préservé une relative paix civile. Ce n'est pas rien. Cela n'excuse pas tout.

Il ne s'est pas seulement, comme tant d'hommes politiques, trop accroché au pouvoir. La prospérité dont il aurait doté son pays n'a fait qu'user jusqu'à la corde les filières agricoles coloniales. Les cultures de rente ont nourri un État patrimonial : Houphouët n'a cessé d'empêcher l'émergence d'une classe d'entrepreneurs, amorce d'un contre-pouvoir.

Son éloge bonhomme de la « cassette » et des comptes en Suisse, ses fastes versaillais ou romains, ont fait école. Mais les émules (les Traoré, Mobutu, Eyadema,...) choisirent l'option Ubu. Les patriarches africains firent place aux parrains siciliens, adoués par l'Internationale des détournements de fonds. [Nous présentons au verso L'or des dictatures, de Philippe Madelin, qui évoque cette mafia politico-affairiste].

Paternalisme, patriarcat, patrimoines : tournons la page de l'Afrique à papa, fermons l'époque des papas à fric. Les pères lèguent et délèguent. Les papas prolongés s'incrument et infantilisent. La démocratie permet, au moins, d'en finir avec les Présidents à vie, et autres pères de la nation. Elle oblige aussi, de temps en temps, à rendre des comptes...

SALVES

Protectorat

Comme au Cameroun voici 13 mois, la France s'est empressée d'avaliser l'élection présidentielle truquée du Gabon. Les deux pays, il est vrai, sont étroitement tenus par Elf, qui partage la rente pétrolière avec les dirigeants en place sous le regard attendri du gouvernement français. Trois jours avant le verdict officiel, RFI annonçait « *de source diplomatique* » la réélection au 1^o tour d'Omar Bongo - parfaitement contradictoire avec la somme des résultats partiels observés. Mais il ne fallait pas confondre la somme et le total : selon le Quai d'Orsay, les conditions du scrutin ont été « *dans l'ensemble satisfaisantes* ». Et la démocratie s'est enrichie d'une innovation : les « multi-votants », munis de cartes électorales vierges... (*Libération*, 12/12/1993)

Transparence internationale

C'est le nom d'une association internationale, initiée par des personnalités de très haut niveau (hauts fonctionnaires, financiers, chefs d'entreprise) qui ambitionne de jouer, face à la corruption organisée, le même rôle qu'Amnesty International face à la torture. Elle a pris une rapide extension en Europe, sauf en France. Les responsables de grandes entreprises contactés ont répondu : « La corruption ? Connais pas ! Nous nous contentons de suivre les coutumes locales... »

Transparence nationale

Michel ROUSSIN vient d'accéder à la demande des parlementaires : ils disposeront désormais d'une information lisible et détaillée sur l'Aide Publique au Développement **avant** le vote du budget de la Coopération. Les colonnes de leurs rapports pour avis ne seront plus fâcheusement vides...

Cassons le thermomètre

Avec les 4 éditions de son *Rapport mondial sur le développement humain* (1990 à 1993), le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) a accompli une percée extraordinaire... et révolutionnaire. À partir d'un travail scientifique international de grande qualité, il a créé l'Indice du Développement Humain (IDH), qui permet de mesurer les progrès dans la vie des gens (santé, éducation, ressources) qu'apportent (ou n'apportent pas) les politiques de développement.

Ce thermomètre permet d'échapper aux sempiternels brevets d'autosatisfaction de ceux qui engagent les dépenses - fussent-elles en pure perte. Il permet aussi au PNUD de discerner les types de dépenses et d'actions les plus efficaces.

Or cette mesure donne une image désastreuse de 30 ans de Coopération française : les pays « du champ » (essentiellement l'Afrique noire francophone) sont parmi les plus mal classés à l'IDH ; ils comptent parmi ceux qui progressent le moins (ou parfois régressent) sur les priorités du développement humain. Il faut dire qu'à peine 4 % de l'Aide Publique française sont affectés à ces priorités. C'est gênant.

Il est donc urgent de casser ce nouveau thermomètre. À l'issue de la présentation du dernier rapport de la Caisse Française de Développement, son Directeur s'est employé auprès des journalistes à discréditer le PNUD, qui serait une institution internationale « en voie de marginalisation ». Certes, la plupart des fonctionnaires du Trésor surenchérisent d'orthodoxie envers les analyses macro-économiques du FMI et de la Banque Mondiale. Mais ces dévots, toujours en retard d'une doctrine, n'ont pas aperçu que la Banque Mondiale s'inclinait progressivement vers les réalités de l'extrême pauvreté, mises en lumière par le PNUD, l'UNICEF, et quelques autres...

LIRE

L'or des dictatures, Philippe MADELIN, Fayard, 1993

Le pillage éhonté d'un certain nombre de pays par leurs propres dirigeants n'est rendu possible que par un réseau de complicités internationales, et une sous-information (ou désinformation) flagrante. L'enquête de Philippe Madelin contribue à réduire cette

dernière en dressant un panorama de ces fortunes énormes édifiées le plus souvent sur le « sang des pauvres », et en révélant accessoirement quelques-uns des relais qu'elles ont trouvés dans l'honorable société. Aperçus.

Fortunes ivoiriennes

L'Évènement du jeudi en avait dressé le palmarès. Sept notables du régime ivoirien disposent de plus d'un milliard de FF., à commencer par l'ancien Directeur des Douanes, et le nouveau Président de la République, Konan Bédié, avec quelque 2,5 milliards de FF. Ces notables ont en fait été placés à des postes stratégiques de pompage des ressources privées et publiques (distinction largement théorique), un peu comme les fermiers généraux d'avant 1789.

Point n'est besoin d'insister sur les facilités offertes par les Douanes : l'administration « oublie » de réclamer la moitié des droits à l'importation. Konan Bédié, lorsqu'il était Ministre de l'Économie et des Finances a été éclaboussé dans l'affaire, exemplaire, de la surfacturation des « complexes sucriers », si typique de l'origine de la dette du Tiers-Monde. Et il y a ces fameux postes de *quotataires*, les 45 intermédiaires exclusifs de la commercialisation du café et du cacao.

On a évalué la fortune du premier d'entre eux, Félix Houphouët-Boigny, à quelque 60 milliards de FF. : plus que le PNB ivoirien, six fois la plus grosse fortune française. Même si ce chiffre est surestimé, plusieurs indices étayent son ordre de grandeur - à commencer par les cagnottes des courtisans. H.-B. a mobilisé sans peine, « sur sa cassette personnelle », les 740 millions de FF. qu'a coûté la basilique de Yamoussoukro. Et Philippe Madelin de dresser un inventaire (sans doute très partiel) des intérêts et propriétés du « vieux sage », en Côte d'Ivoire, certes (par exemple, l'essentiel des terrains de Yamoussoukro), mais aussi en France et en Suisse : « *Quel est l'homme sérieux dans le monde qui ne place pas une partie de ses biens en Suisse ?* » a lancé un jour H.-B. aux enseignants en grève...

Une voie d'accumulation parmi bien d'autres : H.-B. produisait plus de 30 000 tonnes d'ananas par an, un tiers de la production ivoirienne, avec des ouvriers payés par le budget de l'État !

Cette confusion permanente entre les patrimoines privés des dirigeants et les ressources nationales, agricoles ou minières, se retrouve au Gabon, au Congo et au Cameroun (pour ne pas parler du Zaïre). Comme par hasard, ces trois pays ont été, avec la Côte d'Ivoire, les principaux bénéficiaires de l'aide au développement française, destinée en fait à combler les trous d'une gestion-passoire des finances publiques. « *Les 90 000 titulaires des plus gros revenus ivoiriens ne paient jamais d'impôts* », et ils oublient de payer leurs notes d'électricité ! Pourquoi ces libéralités aveugles ? Ces pays sont dirigés par de grands « amis de la France », ou plutôt de ses principaux décideurs économiques (Elf, Bouygues, Alcatel,...) et politiques - qui émargent largement au gaspillage.

Mobutu la caricature

« *Tout ce qui a été dit et écrit à propos du président zaïrois est vrai. La réalité est même pire et plus dérisoire encore.* » Le tableau qu'en présente Philippe Madelin est effarant. Mobutu ne gère pas le Zaïre, il le vampirise avec d'autant plus d'assurance que la position stratégique du pays et ses immenses richesses ont multiplié les « parrains » : les États-Unis (Reagan et Bush notamment), la France (après la Belgique), Israël, le Maroc, la CIA, le SDECE, des groupes de négoce ou de travaux publics, des multinationales comme Suez (via la Société Générale de Belgique et la Gécamines) ou Lonrho...

La surenchère dans le crime (et l'assassinat d'un ambassadeur de France) n'ont pas rendu Mobutu infréquentable : il a pu séjourner en 1993 dans son royal pied-à-terre de Roquebrune-Cap Martin.

Receleurs

Le Gotha de la finance mondiale a hébergé, souvent dans ses agences des paradis fiscaux (Jersey, Liechtenstein, ...), les milliards de dollars extorqués aux peuples haïtien, philippin, zaïrois,... par les Duvalier, Marcos, Mobutu et consorts : Royal Bank of Canada, Barclay's Bank, Bruxelles-Lambert, BNP, Crédit Suisse, Union des Banques Suisses,... Le Conseil fédéral helvétique s'en est ému, et a fini par bloquer les comptes de Marcos. Et il a promulgué en 1983 une loi fondamentale sur l'entraide pénale internationale. Ces inflexions considérables de la tradition bancaire suisse sont le fruit d'une forte mobilisation civique, via notamment *La Déclaration de Berne*. La justice française pour sa part, saisie du cas Duvalier, a estimé qu'elle n'était pas concernée par les rapines des responsables politiques étrangers, fussent-elles abritées en France.

Paradis fiscaux

On devrait plutôt parler à leur propos de « trous noirs » du bien public. Ils jouent un rôle de plus en plus considérable dans l'évasion des fonds publics détournés, pour acheminer l'argent de la corruption, blanchir les profits de la drogue ou du crime organisé. Des bataillons de juristes et de financiers respectables sont capables de faire subir à une somme litigieuse une telle cascade de virements télématiques que toute enquête devient impossible. Ces paradis de l'illégalité sont de minuscules États. Leur capacité de résistance à de réelles pressions politiques serait très réduite. Ces pressions ne sont pas exercées. Pourquoi ?

SURVIE et « BILLETS D'AFRIQUE » DÉMÉNAGENT :
Nouvelle adresse à partir du 10 janvier, 57 avenue du Maine 75014-PARIS